Nations Unies S/PV.9238

Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9238e séance
Mardi 10 janvier 2023, à 10 heures
New York

Président :	M. Ishikane	(Japon)
Membres :	Albanie	Mme Dautllari
	Brésil	M. de Almeida Filho
	Chine	M. Dai Bing
	Émirats arabes unis	Mme Shaheen
	Équateur	M. Montalvo Sosa
	États-Unis d'Amérique	M. Mills
	Fédération de Russie	Mme Evstigneeva
	France	Mme Jaraud-Darnault
	Gabon	M. Biang
	Ghana	M. Agyeman
	Malte	Mme Gatt
	Mozambique	M. Afonso
	Suisse	Mme Baeriswyl
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (S/2022/1019)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

23-01076 (F)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (S/2022/1019)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^me^ Giovanie Biha, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ; et S. E. M. Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2022/1019, qui contient le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Je donne la parole à M^me^ Biha.

M^me^ Biha (*parle en anglais*) : Je vous présente mes meilleurs vœux, Monsieur le Président, à la suite de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de janvier. Je saisis cette occasion pour souhaiter à tous les membres du Conseil une nouvelle année heureuse, prospère et paisible.

J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui le dernier rapport (S/2022/1019) du Secrétaire général sur la situation en Afrique de l'Ouest et au Sahel et sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

Malgré les efforts déployés par les forces nationales de sécurité et les partenaires internationaux, les conditions de sécurité se sont à nouveau détériorées dans une grande partie de la région. En conséquence, plus de 10 000 écoles à travers le Sahel ont dû fermer, ce qui fait que des millions d'enfants ne peuvent pas acquérir les compétences nécessaires pour construire leur projet de vie et contribuer à l'édification de leur pays. Il s'agit d'une violation flagrante de la résolution 2601 (2021), qui condamne les attaques contre les écoles et demande aux parties à un conflit de garantir le droit à l'éducation. En outre, près de 7 000 centres de santé ont été contraints de fermer en raison des activités de groupes armés, d'extrémistes violents et de réseaux criminels. Ces groupes armés non étatiques se battent entre eux pour la suprématie et le contrôle des ressources, supplantant les institutions étatiques et causant des souffrances indicibles à des millions de personnes qui ont dû quitter leurs communautés en quête de sécurité.

En effet, le centre du Sahel reste confronté à des défis multidimensionnels, à des difficultés de sécurité et humanitaires sans précédent, et à l'instabilité sociopolitique, qui sont exacerbés par les effets des changements climatiques et par l'insécurité alimentaire, elle-même aggravée par le conflit en Ukraine. Dans ce contexte, l'UNOWAS appuie les efforts déployés par le Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, dirigé par l'ancien Président nigérien, M. Mahamadou Issoufou, pour trouver des solutions plus innovantes et susciter une mobilisation nationale, régionale et internationale en faveur du changement au Sahel.

Au cours de la période considérée, les pays situés le long de la côte du golfe de Guinée ont constaté une augmentation du nombre d'attaques contre leurs territoires, qui font peser une menace sur les voies de transport vers les pays enclavés situés plus au nord. À cet égard, je salue l'engagement pris par les dirigeants de la région d'intensifier leurs efforts collectifs pour lutter contre l'insécurité dans le cadre de l'Initiative d'Accra. Une approche globale est nécessaire, et la création de la force conjointe dans le cadre de l'Initiative constitue une évolution importante à cet égard. Alors que l'UNOWAS collabore étroitement avec la direction et le secrétariat de l'Initiative, je voudrais appeler tous les partenaires à lui apporter leur appui de manière décisive et cohérente, en tirant les enseignements des expériences passées.

L'UNOWAS travaille avec les parties prenantes et les partenaires nationaux afin de promouvoir un consensus politique et d'égaliser les chances pour tous les concurrents avant les élections prévues cette année dans la sous-région. Au Nigéria, l'UNOWAS a pris contact avec les candidats à la présidence et d'autres parties prenantes, et a assisté à la signature d'un accord de paix historique entre les partis politiques. Dans l'État de Kaduna, en décembre 2022, la Mission a apporté son appui au premier des six forums des parties prenantes organisés au niveau des États pour promouvoir des

élections pacifiques. Au Bénin, des élections législatives ont eu lieu il y a deux jours.

L'UNOWAS collabore également avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le système des Nations Unies dans la région et le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel, ainsi qu'avec les institutions gouvernementales et les communautés, pour contribuer au règlement des conflits aux niveaux régional et local. Dans ce contexte, une initiative conjointe de l'UNOWAS et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale a réuni des agriculteurs, des éleveurs et des administrations locales du nord du Bénin avec leurs homologues d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, les autorités nationales, la CEDEAO, des donateurs, le Bureau du Coordonnateur spécial et d'autres entités des Nations Unies pour examiner de manière approfondie les risques et les possibilités que présentent les initiatives d'installation des éleveurs. Nous avons réfléchi à des solutions qui pourraient profiter à toutes les communautés tout en renforçant la collaboration, la confiance et la résilience face aux extrémistes violents qui tentent de s'implanter dans les zones frontalières.

Sur une autre question transversale, avec l'appui de partenaires, l'UNOWAS a travaillé avec des groupes de jeunes et de femmes de la région pour promouvoir des pratiques optimales tenant compte des risques de conflit en matière d'adaptation aux changements climatiques et a présenté ses conclusions à un public plus large à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Charm el-Cheikh. Notre intervention a suscité de la part de la CEDEAO et de l'Union africaine un nouvel engagement à accélérer la mise en œuvre de l'initiative Muraille verte pour le Sahara. En Guinée et en Côte d'Ivoire, des caravanes de la paix soutenues par l'ONU ont terminé leur périple dans ces pays, offrant en chemin des espaces pour mener un dialogue intercommunautaire efficace.

(*l'oratrice poursuit en français*)

Nous sommes heureux de constater que, grâce aux efforts conjugués des acteurs nationaux et des institutions régionales et internationales, des accords ont été conclus sur la durée des transitions au Burkina Faso et en Guinée. L'UNOWAS restera activement engagé dans le mécanisme de suivi et d'évaluation convenu entre le Burkina Faso et la CEDEAO, et dans l'opérationnalisation du calendrier de transition en Guinée. Le système des Nations Unies devra poursuivre le soutien aux pays concernés en se concentrant sur la réponse aux griefs qui sont à l'origine des coups d'État. Au nombre de ces défis urgents, la lutte contre l'insécurité et l'intensification de l'assistance humanitaire pour contribuer à faire face de manière adéquate aux besoins urgents et fondamentaux des communautés sont d'une importance capitale dans un contexte où des millions de civils innocents demeurent aux prises avec des attaques interminables, notamment au Mali et au Burkina Faso.

Nous saluons la détermination des autorités, de la société civile et des citoyens gambiens à poursuivre la mise en œuvre des recommandations formulées par la Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie, et appelons les partenaires à soutenir ce processus, notamment à l'occasion de la conférence internationale qui se tiendra à Banjul dans quelques mois. Nous sommes également heureux que plusieurs pays de la région aient adopté une nouvelle législation nationale en faveur de la parité en matière de participation des femmes à la prise de décisions politiques, après des années de plaidoyer soutenu. Dans cette optique, nous espérons que les législateurs et autres acteurs au Nigéria et en Gambie trouveront un consensus par le dialogue et relanceront le processus législatif sur cette question importante.

Pour sa part, l'UNOWAS poursuivra sa collaboration avec le Groupe de travail sur les femmes, les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, pour évaluer l'efficacité des approches actuelles et trouver des voies nouvelles pour s'assurer que la moitié de la population de la région fait entendre sa voix dans les assemblées où les décisions sont prises et les budgets approuvés. Je salue le processus en cours pour l'établissement du forum des ministres de la justice des pays de la CEDEAO, qui peut être un outil déterminant face aux allégations récurrentes d'instrumentalisation du système judiciaire dans la région. En outre, comme recommandé par le colloque régional sur le renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest, organisé par l'UNOWAS en septembre 2022, nous poursuivrons notre collaboration active avec les parties prenantes concernées dans le cadre du processus de révision du Protocole additionnel de la CEDEAO de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance, en vue de consolider la gouvernance démocratique.

(*l'oratrice reprend en anglais*)

Malgré les nombreux défis auxquels sont confrontés les pays de la région, notamment au Sahel, la région reste une terre qui offre d'immenses possibilités. La

stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel tire parti de ces possibilités en s'appuyant sur ses trois piliers, à savoir le renforcement de la résilience, la promotion de la bonne gouvernance et le renforcement de la paix et de la sécurité. J'invite instamment les membres du Conseil à continuer d'appuyer la stratégie. Je saisis cette occasion pour saluer l'immense résilience des populations de la région, en particulier celles du Sahel, qui, confrontées à de nombreux problèmes d'une ampleur sans précédent, continuent de lutter chaque jour pour un avenir meilleur.

Au nom du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et en amont du renouvellement de notre mandat, je tiens à remercier le Conseil de son appui et de ses conseils continus. Conformément à notre mandat, nous continuerons de collaborer avec nos partenaires régionaux et internationaux pour consolider la paix, la sécurité et la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^me^ Biha de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Touray.

M. Touray (*parle en anglais*) : L'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant le Conseil de sécurité est à la fois un plaisir et un honneur, car elle intervient à un moment où les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) cherchent à dynamiser et à renforcer les efforts visant à affronter les menaces croissantes à la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest.

Je voudrais, en guise de préambule, dire quelques mots sur l'orientation stratégique que nous avons adoptée depuis notre entrée en fonction en juillet 2022. En substance, nous avons défini quatre objectifs stratégiques pour notre mandat de quatre ans. Communément appelés les « 4x4 » de la Commission, ces objectifs sont le renforcement de la paix et de la sécurité, une intégration plus poussée, la bonne gouvernance et un développement inclusif et durable. Hormis ces quatre objectifs stratégiques, nous avons identifié deux facteurs déterminants, à savoir des institutions compétentes et des partenariats équitables. L'exposé que nous présentons au Conseil de sécurité cet après-midi n'est donc pas hors contexte pour nous. Il est conforme à notre premier objectif stratégique, qui est le renforcement de la paix et de la sécurité.

La situation sociopolitique et en matière de sécurité dans la région d'Afrique de l'Ouest est marquée par une aggravation de la violence, en particulier dans la région sahélo-saharienne, avec des retombées sur les États côtiers. Depuis 2009, et plus particulièrement depuis 2012, le bassin du lac Tchad et le centre du Sahel sont devenus des épicentres et des incubateurs du terrorisme et de l'extrémisme violent, qui étaient initialement d'origine locale, comme dans le cas de Boko Haram au Nigéria, mais qui ont progressivement été intégrés aux deux franchises terroristes mondiales, Al-Qaida et Daech. Les données recueillies par notre mécanisme de suivi régional, le Système d'alerte précoce et de réaction rapide de la CEDEAO, ou ECOWARN, indiquent que les attaques terroristes, qui par contagion touchent désormais les pays côtiers, se sont progressivement intensifiées au fil des ans. Le nombre d'incidents liés à ces attentats terroristes est passé d'environ 1 271 en 2019 à 3 519 en 2022. Le nombre de décès qui leur sont imputables a connu la même évolution, passant de 3 827 en 2019 à 6 492 en 2022. Les enlèvements et les disparitions forcées ont également considérablement augmenté, passant de 312 en 2019 à 1 068 en 2022.

Ces incidents violents ont largement contribué aux conséquences humanitaires désastreuses dans certaines de nos communautés. Selon les données disponibles, le Burkina Faso comptait à lui seul plus de 1,8 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays au 30 novembre 2022, et 60 % d'entre elles étaient des enfants. Et, au cours de la même période, près d'un million d'enfants ont pâti de la fermeture de 5 500 écoles. En outre, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région de la CEDEAO avoisine les 30 millions.

Nous ne saurions aborder la situation sociopolitique et de sécurité dans notre région sans mettre l'accent sur la récente vague de coups d'État qui y sont survenus. Depuis août 2020, l'Afrique de l'Ouest a connu trois coups d'État militaires réussis, au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, deux autres coups d'État dans la foulée du premier au Mali et au Burkina Faso, et au moins trois tentatives de coup d'État avortées, au Niger, en Guinée-Bissau et en Gambie. Ce phénomène porte un coup sévère aux acquis de la consolidation de la démocratie obtenus depuis les années 90. Mais il a également suscité des débats approfondis et incité les dirigeants à prendre des mesures. Ainsi, la soixante-deuxième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la CEDEAO, tenue en décembre 2022, a été l'occasion de réaffirmer l'engagement à faire en sorte que les trois États membres en transition rétablissent pleinement l'ordre constitutionnel d'ici à 2024. La Conférence de la CEDEAO a également

chargé la Commission de finaliser d'urgence la révision du Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance afin de renforcer encore la politique de tolérance zéro de la Communauté à l'égard de tout pouvoir acquis ou conservé par des moyens non constitutionnels. Par ailleurs, une force régionale destinée à aider les États membres à faire face aux menaces à l'ordre constitutionnel a été créée.

En ce qui concerne le terrorisme, la Conférence de la CEDEAO a également donné des instructions en faveur de la pleine opérationnalisation du plan d'action de la CEDEAO de décembre 2019 pour la lutte contre le terrorisme en 2020-2024, y compris par des interventions cinétiques de la Force en attente de la CEDEAO. C'est dans ce contexte que les chefs d'état-major des armées se sont réunis à Bissau le 18 décembre 2022 pour évaluer les modalités de mise en œuvre, à l'horizon 2024, de la décision prise par la Conférence de la CEDEAO.

J'ai le plaisir d'annoncer que les processus de transition suivent leur cours dans trois pays, le Burkina Faso, le Mali et la Guinée, et la CEDEAO reste fermement déterminée à accompagner ces processus jusqu'au résultat recherché, à savoir la tenue d'élections inclusives, transparentes, libres et régulières. Outre ces trois pays en transition, la CEDEAO continue d'appuyer les États membres dans la conduite d'élections. Elle collabore actuellement, dans le cadre de la préparation des élections qui auront lieu dans l'année, avec les principales institutions et parties prenantes dans les différents États membres concernés. Cette collaboration est d'ordre stratégique et technique.

J'ai évoqué l'importance que notre direction attache aux partenariats, et plus particulièrement à des partenariats équitables. Nous avons à cœur de veiller à ce que nos partenaires restent engagés dans la région dans son ensemble, et notamment au Sahel. Aucune des difficultés actuelles ne doit nous amener à baisser les bras, surtout en ce qui concerne l'appui humanitaire et les efforts destinés à renforcer la capacité de l'État à jouer pleinement son rôle sur l'ensemble des territoires nationaux.

C'est dans ce contexte que je voudrais saluer l'excellente relation de travail qu'entretient la CEDEAO avec l'ONU, notamment par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Je tiens à exprimer notre reconnaissance à S. E. M. Annadif Mahamat Saleh, Représentant spécial sortant du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ainsi qu'à M^me^ Giovanie Biha, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, pour cette collaboration remarquable. Depuis 2021, la CEDEAO et l'UNOWAS ont mis en œuvre de nombreuses initiatives conjointes, notamment des missions d'évaluation conjointes en Guinée-Bissau, à Cabo Verde, en Sierra Leone et en Gambie, pour promouvoir le renforcement des capacités et le dialogue en vue de la tenue pacifique des élections. Les deux institutions travaillent actuellement avec les principales parties prenantes au Nigéria, notamment l'organisme de gestion des élections, les partis politiques, les candidats, les agents de sécurité, le Comité national pour la paix, les médias et les chefs traditionnels et religieux, l'objectif étant de garantir la transparence, l'inclusion et le caractère pacifique des élections générales cruciales qui auront lieu le mois prochain.

En outre, la CEDEAO et l'UNOWAS ont entrepris des missions d'évaluation et de facilitation conjointes dans les pays en transition que sont la Guinée et le Burkina Faso. Il s'agit là d'une occasion unique de faire passer leur collaboration à la vitesse supérieure grâce à des interventions conjointes novatrices et inventives. Premièrement, sur la base de nos avantages comparatifs, nous pouvons mettre en place ou renforcer des mécanismes d'appui qui permettront de garantir que le cycle électoral qui vient de débuter dans la région, et qui donnera lieu à des élections déterminantes dans les deux années à venir, aboutisse de manière pacifique à des résultats crédibles.

Deuxièmement, l'ONU doit renforcer ses dispositifs d'appui à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans la région en favorisant graduellement l'autonomisation des jeunes, en luttant contre la mésinformation et la désinformation, en encourageant le dialogue intercommunautaire et les infrastructures locales pour la paix, en contribuant plus activement aux efforts de déminage et de lutte contre les engins explosifs improvisés, et en mettant en œuvre des projets de déradicalisation, de réconciliation et de réintégration dans la région.

Je voudrais conclure en félicitant le Japon de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de janvier et en le remerciant de son aimable invitation à participer à la présente séance. Je nous souhaite à tous une année 2023 plus pacifique et plus prospère.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Touray de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Mozambique et le Ghana.

Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) (S/2022/1019) et saisissons cette occasion pour remercier l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général, S. E. M. Annadif Mahamat Saleh, de son travail remarquable et de sa précieuse contribution pour relever les défis auxquels la région est confrontée. Dans l'attente de la nomination d'un chef effectif de l'UNOWAS, nous remercions la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Responsable de l'UNOWAS, M^me^ Giovanie Biha, de son exposé et de ses éclairages avisés, ainsi que de son engagement sans faille auprès des parties prenantes de la région. Nous remercions également M. Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de son exposé. Nous félicitons en outre la Commission de consolidation de la paix de sa note consultative axée sur l'avenir, qui souligne l'importance d'un système des Nations Unies intégré et cohérent.

Plus de 20 ans après sa création, l'UNOWAS continue d'apporter une contribution notable à la paix et à la stabilité en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel. Depuis le dernier exposé sur l'UNOWAS présenté au Conseil en juillet 2022 (voir S/PV.9086), nous avons constaté des avancées utiles en matière de consolidation de la démocratie dans certains pays de la région, observé l'efficacité continue de la Commission mixte Cameroun-Nigéria et assisté à la réduction des incidents de piraterie maritime dans le golfe de Guinée.

Toutefois, nous relevons des préoccupations persistantes concernant l'insécurité dans certaines parties de cette région, l'impasse dans laquelle se trouvent les pratiques démocratiques dans certains pays et la situation humanitaire difficile dans plusieurs sociétés. Ces défis, associés aux aspirations régionales, nécessitent un effort concerté de l'ONU, qui doit prendre des mesures équilibrées pour renforcer la résilience de la région. C'est pourquoi nous estimons que le mandat de l'UNOWAS, qui doit être prorogé, reste pertinent.

De plus, les trois membres africains du Conseil de sécurité voudraient souligner trois points portant sur la situation politique, les conditions de sécurité et la situation humanitaire.

S'agissant de la situation politique, nous saluons les efforts diplomatiques qui ont abouti à la libération des 46 soldats ivoiriens qui étaient détenus au Mali, mettant ainsi fin à une crise diplomatique entre les deux pays frères.

Nous rappelons que des élections se tiendront dans 10 pays de la région et sommes encouragés par la consolidation de la démocratie dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, Cabo Verde et le Bénin, qui a mené à bien, il y a deux jours, des élections législatives. Nous appelons de nos vœux des élections générales couronnées de succès le mois prochain au Nigéria, la plus grande démocratie de la région. À cet égard, nous saluons la signature par les candidats à la présidence d'un engagement en faveur de la paix et encourageons toutes les parties prenantes à honorer de bonne foi leur engagement en faveur d'élections pacifiques.

Nous condamnons toutes les tentatives de coup d'État dans la région et restons préoccupés par la situation des pays en transition. Nous encourageons le rétablissement de l'ordre constitutionnel dans les pays concernés, conformément au Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance. Nous rappelons les communiqués issus des soixante-et-unième et soixante-deuxième sessions ordinaires de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la CEDEAO, demandons instamment le respect des calendriers électoraux convenus pour un retour définitif à l'ordre constitutionnel et soulignons la nécessité d'un dialogue régulier aux fins de l'inclusion et de la tolérance du pluralisme politique.

En ce qui concerne la situation en matière de sécurité, les trois membres africains du Conseil de sécurité restent profondément préoccupés par l'insécurité généralisée au Sahel et la possibilité qu'elle se propage aux pays côtiers. Nous constatons les effets néfastes des attaques terroristes sur les populations civiles et l'utilisation croissante d'engins explosifs improvisés, qui prennent aussi pour cible les Casques bleus et le personnel de sécurité nationale. Nous exprimons nos condoléances les plus sincères et notre sympathie à toutes les familles des victimes du terrorisme dans la région.

Nous appuyons les efforts déployés dans le cadre d'initiatives régionales telles que l'Initiative d'Accra, la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel et la Force multinationale mixte, et nous nous félicitons de l'appel lancé par le Secrétaire général aux partenaires pour qu'ils augmentent leurs contributions pour renforcer la mise en œuvre de ces accords régionaux, notamment le plan d'action de la CEDEAO pour la lutte contre le terrorisme pour la période 2020-2024. Nous attendons avec impatience le prochain rapport du Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, dirigé par l'ancien Président du Niger, Mahamadou Issoufou, et espérons qu'il contiendra des recommandations réalistes permettant de faire fond sur les meilleurs éléments des initiatives régionales existantes et sur une force régionale unifiée plus efficace, afin d'apporter une réponse solide à l'incidence croissante du terrorisme dans la région.

Nous réaffirmons notre position de longue date selon laquelle la question d'un financement adéquat, prévisible et durable pour les initiatives régionales en matière de sécurité, qui permette de lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité internationales, est une question urgente sur laquelle le Conseil doit s'exprimer d'une seule voix. De plus, nous appelons instamment à un dialogue constant sur l'effet tache d'huile de la crise prolongée en Libye sur le Sahel, ainsi que sur la menace à la stabilité de la région que pose le retour des combattants terroristes étrangers et la prolifération des armes légères et de petit calibre. Nous affirmons également la nécessité de continuer de prêter attention à la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, même si les actions coordonnées commencent à entraîner une baisse des actes de piraterie.

La situation humanitaire au Sahel est préoccupante. Environ 6,3 millions de personnes sont déplacées et 11 000 écoles sont fermées. La situation d'insécurité et d'autres facteurs aggravants, tels que les changements climatiques et l'insécurité alimentaire, sont exacerbés par les violations des droits humains dans bon nombre de contextes.

La fréquence et la gravité des crises liées au climat semblent augmenter de manière exponentielle. L'année dernière, nous avons été témoins de sécheresses et d'inondations catastrophiques, dont on pense qu'elles ont toutes été exacerbées par les changements climatiques. Nous relevons le lien entre les changements climatiques et l'insécurité, qui se traduit par des tensions de plus en plus fortes et des affrontements intercommunautaires.

Nous demandons instamment que l'on soutienne l'aide humanitaire et les filières de renforcement des moyens de subsistance qui tirent parti des initiatives nationales et régionales telles que l'initiative de lutte contre les changements climatiques pour pérenniser la paix, intitulée « Climate Responses to Sustaining Peace », lancée à la vingt-septième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui vient de se terminer en Égypte, ainsi que l'Appel à l'action de Dakar sur les changements climatiques, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Enfin, nous soulignons à nouveau la nécessité d'investir en priorité dans la lutte contre les causes profondes de l'instabilité dans la région, notamment les lacunes en matière de gouvernance et de développement. Il faudrait pour cela adopter des mesures ciblées visant à donner aux jeunes et aux femmes les moyens de participer véritablement aux processus de gouvernance. Nous nous félicitons de l'intégration des préoccupations des femmes et des jeunes en matière de sécurité humaine dans le plan stratégique d'alerte précoce et de réponse rapide de la CEDEAO pour la période 2022-2026, récemment adopté, et encourageons la poursuite de l'appui à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

Avant de terminer, je voudrais exprimer notre soutien aux efforts déployés par les corédacteurs, en collaboration avec les membres du Conseil, pour rédiger une déclaration du Président sur l'UNOWAS. Nous estimons qu'une telle déclaration pourrait contribuer à renforcer les efforts de l'UNOWAS visant à gérer les crises dans la région.

M^me^ Baeriswyl (Suisse) : Je remercie les intervenants pour leurs exposés précieux. Je tiens à exprimer notre reconnaissance à l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mahamat Saleh Annadif, d'avoir guidé le travail du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Nous nous réjouissons de travailler avec sa ou son successeur dès sa nomination. Nous remercions également M^me^ Giovanie Biha pour le travail effectué à la tête du Bureau par intérim.

La Suisse s'engage de longue date pour la paix et le développement aux côtés des pays sahéliens. Nos priorités, la protection des civils, une paix durable et la sécurité climatique se retrouvent au cœur des activités de l'UNOWAS.

Les populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont confrontées à de multiples défis. Elles portent le fardeau cumulé des changements climatiques, des conflits armés, de l'insécurité alimentaire et des prix de l'énergie. Si ce fardeau est lourd pour tout le monde, les personnes vulnérables le ressentent particulièrement : 40 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école au Sahel, un chiffre alarmant que nous a appris le rapport du Secrétaire général (S/2022/1019). L'avenir de ces enfants, en particulier celui des filles, est en jeu.

Nous ne pouvons pas tarder à apporter des perspectives à ces populations, en particulier à la jeunesse, afin de développer leur potentiel et celui de leur région. Qu'il me soit permis d'évoquer trois pistes concrètes à cette fin.

D'abord, il est essentiel de répondre de façon holistique aux causes profondes de l'extrémisme violent et des conflits, comme l'UNOWAS s'y emploie et la Commission de consolidation de la paix le recommande. Cela est indispensable pour faire face à l'insécurité persistante dans la région, y compris la menace terroriste dans le centre du Sahel et le risque de propagation aux pays côtiers. Les mesures de lutte contre le terrorisme doivent être conformes au droit international, notamment aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Nous souhaitons également mettre en avant l'importance de l'inclusion et du respect des droits humains dans la prévention de l'extrémisme violent. Leur rôle clef a été souligné à maintes reprises lors des conversations régionales que l'UNOWAS et la Suisse organisent depuis 2016, et dont la prochaine édition est prévue fin février à Dakar.

Ensuite, sur le plan politique, l'accompagnement des États en transition, notamment le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, doit rester une priorité dans la collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La Suisse souligne l'importance du dialogue inclusif dans ces contextes et appelle tous les acteurs à respecter l'ordre constitutionnel et à se conformer à l'état de droit. Nous sommes encouragés par les élections pacifiques au Sénégal, les progrès vers la cohésion sociale et la réconciliation en Côte d'Ivoire et les avancées de la justice transitionnelle en Gambie. En même temps, nous regrettons les faibles progrès en matière de représentation et de participation des femmes aux processus politiques et décisionnels. Nous encourageons l'UNOWAS à continuer le plaidoyer pour la représentation pleine, égale et significative des femmes dans les processus électoraux prévus cette année.

Finalement, le rapport du Secrétaire général (S/2022/1019) illustre les multiples effets des changements climatiques sur les conditions de vie, la sécurité alimentaire et les conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Aider les communautés à s'adapter aux effets des changements climatiques et à en atténuer l'impact doit faire partie intégrante des réponses aux défis de la région. Afin de créer des perspectives économiques locales, la Suisse réalise des investissements qui visent à renforcer la résilience des pays concernés et à préserver leurs ressources naturelles.

Le rapport du Secrétaire général témoigne à nouveau de l'importance que revêt l'UNOWAS pour relever les défis dans la région. Dans le cadre de notre rôle de rédacteur exercé conjointement avec le Ghana, nous travaillerons avec tous les membres du Conseil pour le soutien continu au travail du Bureau et pour la présence de l'ONU dans la région.

Pour terminer, je me fais l'écho de mon collègue ghanéen et me permets d'annoncer des négociations pour une déclaration du Président que nous souhaitons soumettre prochainement à l'attention du Conseil.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M^me^ Biha, ainsi que M. Touray de leurs exposés. Leurs réflexions et leurs travaux sont particulièrement précieux et importants pour nous en ces temps périlleux pour la région.

Je voudrais commencer, comme d'autres oratrices et orateurs, par souligner que le mandat du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) arrive à son terme. Nous appuyons fermement sa prorogation avant la fin du mois et nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec les corédacteurs.

Comme les intervenants, les États-Unis sont profondément préoccupés par les crises humanitaire, politique et de sécurité au Sahel, qui provoquent une augmentation spectaculaire de la puissance et de l'influence de l'extrémisme violent qui, comme nous l'avons entendu, se propage dans certaines régions côtières de l'Afrique de l'Ouest. L'extrémisme violent prospère dans les situations où les autorités de l'État sont absentes, la prestation de services est faible, la démocratie est fragile ou éphémère, la justice est inaccessible et l'exclusion économique et politique prévaut. Pour les États-Unis, l'instabilité au Sahel est clairement un problème de

sécurité auquel il faut apporter une solution de gouvernance démocratique. Nous ne pouvons pas non plus faire abstraction du fait que le groupe Wagner, soutenu par le Kremlin, s'ingère dans les affaires intérieures des pays africains, les dépouille de leurs ressources, commet des violations des droits de l'homme et compromet la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des Nations Unies. Non seulement la présence et les activités de ce groupe ne permettent pas d'éliminer la menace immédiate posée par l'extrémisme violent, mais elles augmentent la probabilité que l'extrémisme violent gagne du terrain.

Par ailleurs, nous sommes gravement préoccupés par le recul de la démocratie dans toute la région et nous appelons au retour de gouvernements démocratiquement élus et dirigés par des civils. Nous saluons les efforts que l'UNOWAS continue de déployer pour appuyer les processus démocratiques et pour conseiller les gouvernements de transition sur la manière de rétablir une démocratie entièrement dirigée par des civils. Nous condamnons fermement le meurtre de 28 personnes dans le nord du Burkina Faso à la fin du mois de décembre. Nous poursuivrons nos échanges avec le Gouvernement de transition pour renforcer la protection des droits de l'homme et des libertés civiles et nous appuierons l'application du principe de responsabilité pour les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits. Nous partageons les préoccupations exprimées par l'ONU concernant le départ de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies pour le Burkina Faso et sommes préoccupés par les informations selon lesquelles l'Ambassadeur de la France au Burkina Faso a été prié de quitter le pays.

Au Mali, le Gouvernement doit lever toutes les restrictions imposées à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali afin qu'elle puisse s'acquitter efficacement du mandat autorisé par le Conseil, qui porte notamment sur la protection des civils et la promotion des droits de l'homme ainsi que de la paix et de la stabilité au Mali.

Nous devons redynamiser notre action collective et aider nos partenaires africains à régler les problèmes qui dépassent les frontières. Nous saluons les efforts déployés par l'ONU, l'Union africaine, le Groupe de cinq pays du Sahel et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour appuyer la région et nous espérons qu'ils procéderont à une évaluation stratégique conjointe conformément à leur calendrier.

M^me^ Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M^me^ Biha, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), M. Touray, de leurs exposés riches en informations. L'Albanie salue les bons offices que déploie le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) pour promouvoir un dialogue inclusif, la stabilité et la paix dans la région, et se félicite de sa coopération avec la CEDEAO.

Je tiens tout d'abord à appeler l'attention du Conseil sur l'instabilité politique croissante en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Ces deux dernières années, les changements anticonstitutionnels de gouvernement sont devenus une tendance alarmante. Nous demandons instamment aux Gouvernements de la région de donner la priorité au règlement de la crise de gouvernance et au renforcement de leurs institutions démocratiques. Nous saluons les efforts déployés par la CEDEAO et le rôle de premier plan qu'elle joue pour faire face aux crises politiques et aider les pays à rétablir l'ordre constitutionnel.

Deuxièmement, cette année est décisive pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, car la région se prépare à la tenue de plusieurs scrutins importants. Nous encourageons les acteurs politiques à mener un dialogue inclusif et à dégager un consensus sur les points de désaccord non réglés, afin de garantir le déroulement pacifique des élections. Nous nous sommes félicités des élections qui ont eu lieu dimanche dernier au Bénin, avec une participation accrue des parties, ainsi que de la tenue d'élections législatives pacifiques au Sénégal en juillet dernier. Nous nous félicitons également des faits nouveaux tels que la signature de l'Accord national de paix au Nigéria. Nous soulignons l'importance de la représentation des femmes et des jeunes dans les processus politiques et décisionnels, et nous exhortons les Gouvernements, avec l'appui de l'UNOWAS, à promouvoir leur participation pleine et véritable.

Troisièmement, nous sommes préoccupés par la détérioration continue des conditions de sécurité dans de vastes zones du Sahel, y compris la menace terroriste, qui s'étend du Sahel vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, nous saluons les mécanismes régionaux de lutte contre le terrorisme, notamment l'Initiative d'Accra. La présence du groupe Wagner fait également peser une menace grave sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire,

et nous exhortons les Gouvernements de la région à tenir compte des risques à long terme à cet égard.

Quatrièmement, nous devons accorder l'attention voulue à la situation humanitaire désastreuse, surtout que l'instabilité, la violence, le déplacement forcé, les chocs climatiques et l'insécurité alimentaire ont atteint des niveaux alarmants. En outre, la fermeture de plus de 11 000 écoles est une tendance très inquiétante, qui prive au moins 40 millions d'enfants de leur droit fondamental à l'éducation. Nous soulignons également le rôle important que jouent les coordonnateurs résidents s'agissant de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire indispensable dans la région. Nous déplorons les événements survenus au Burkina Faso et nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général à cet égard.

Il est clair que l'appui de l'ONU demeure indispensable pour faire face à la crise complexe à laquelle la région est confrontée. La stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et le Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel sont des cadres essentiels pour relever les défis actuels, et nous encourageons les acteurs à coordonner leurs efforts visant à les mettre en œuvre.

Pour terminer, je voudrais dire que nous nous félicitons de l'évaluation stratégique conjointe de la situation en matière de sécurité et de gouvernance au Sahel et nous attendons les recommandations y relatives. Nous nous réjouissons également à la perspective de doter l'UNOWAS d'un mandat adapté à sa mission d'ici la fin du mois, et nous espérons que nous pourrons adopter une déclaration du Président afin de démontrer l'unité du Conseil sur cette question.

M^me^ Jaraud-Darnault (France) : Je remercie la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M^me^ Giovanie Biha, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), M. Omar Alieu Touray, pour leurs exposés.

La France se félicite des avancées démocratiques qui ont marqué l'année 2022 en Afrique de l'Ouest, avec la tenue des élections législatives en Gambie et au Sénégal, les progrès du dialogue politique en Côte d'Ivoire et les préparatifs engagés pour les élections à venir en 2023, notamment au Nigeria et en Guinée-Bissau. Malheureusement, trois pays de la région n'ont toujours pas renoué avec l'ordre constitutionnel. La France salue les efforts de la CEDEAO pour obtenir un engagement clair des autorités du Burkina Faso, de la Guinée et du Mali sur la durée de la transition et l'organisation d'élections crédibles et transparentes. Dans ce contexte, les Nations Unies ont un rôle crucial à jouer. Je voudrais rendre hommage à l'excellent travail accompli par le Représentant spécial Annadif Khatir Mahamat Saleh ainsi que par la Représentante spéciale adjointe. Nous espérons que la nomination d'un nouveau représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) pourra intervenir sans tarder. Je voudrais également rappeler ici l'importance du rôle des coordonnateurs résidents des Nations Unies déployés dans la région. L'UNOWAS et l'ensemble des équipes des Nations Unies jouent un rôle plus important que jamais pour accompagner les transitions politiques en lien avec la CEDEAO, tout en intervenant sur des facteurs majeurs pour la paix tels que le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la réponse aux besoins humanitaires, le développement, l'ouverture de l'espace civique et la liberté de la presse, la participation des femmes ou encore la réponse aux changements climatiques. Pour toutes ces raisons, la France est favorable à la recommandation du Secrétaire général de renouveler le mandat de l'UNOWAS pour trois ans.

Mon dernier commentaire portera sur la sécurité. La France tient à souligner ici le bilan dramatique du modèle proposé par le groupe de mercenaires Wagner, qui a démontré son inefficacité pour lutter contre le terrorisme. À cela s'ajoutent les effets destructeurs de son action. Ce groupe s'est déjà rendu coupable de nombreuses violations des droits de l'homme. Nous l'avons vu à Moura, au Mali, avec plus de 300 victimes civiles. Il faut aussi rappeler le pillage des ressources naturelles dans les pays où ce groupe est déployé.

Il est clair que la sécurité est un enjeu majeur pour la région, mais nous ne pourrons y répondre par des réponses brutales, crapuleuses ou partielles. La France réitère son plein appui aux initiatives collectives portées par les Nations Unies, l'Union africaine, la CEDEAO, le G5 Sahel, l'Initiative d'Accra ou encore l'architecture de Yaoundé pour la sécurité maritime. La France et l'Union européenne continueront d'être des partenaires de premier plan de ces initiatives. Je réaffirme également notre soutien au Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, dirigé par le Président Issoufou. Nous espérons qu'il formulera des propositions novatrices. La France continuera d'apporter son aide aux pays de la région qui en font la demande, dans un cadre respectueux du droit international.

Enfin, je voudrais rappeler notre soutien de longue date à la demande de l'Union africaine de bénéficier d'un financement prévisible et durable pour ses opérations de paix, y compris sur contributions obligatoires des Nations Unies. Ce sujet sera évoqué par la Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Catherine Colonna, lors de sa visite cette semaine à Addis-Abeba, conjointement avec son homologue allemande.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie M^me^ Giovanie Biha, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, et M. Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de leurs exposés instructifs. Je remercie également le Secrétariat pour le rapport détaillé sur les faits récents intervenus dans la région.

L'Équateur est conscient de l'importance du travail qui est mené par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Les efforts qu'il déploie conjointement avec les pays de la région en vue de remédier aux causes profondes de la violence sont indispensables pour instaurer une paix durable.

Nous sommes convaincus que l'ouverture de perspectives pour les populations de la région et l'amélioration de leurs conditions de vie sont des tâches essentielles, et qu'il faut par conséquent créer et entretenir un climat de stabilité politique et de sécurité. L'Équateur appuie les initiatives et actions qui ont pour objectif de consolider la démocratie et les institutions de l'État. À cet égard, nous saluons la tenue d'élections au Sénégal en juillet dernier et au Bénin dimanche dernier. Nous nous félicitons également des progrès accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la coexistence civile à Cabo Verde, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Niger. Nous sommes préoccupés par les effets déstabilisants des changements anticonstitutionnels de gouvernement et des coups d'État. Nous espérons que le Burkina Faso, la Guinée et le Mali reviendront dès que possible à l'ordre constitutionnel, et nous apprécions les efforts de la CEDEAO en ce sens. Nous suivons de près les préparatifs des élections en Mauritanie, au Libéria, au Nigéria, au Togo, en Gambie et en Sierra Leone, et nous espérons que les élections prévues pour cette année se dérouleront dans le calme. Nous espérons aussi que les problèmes qui ont entraîné le report des élections en Guinée-Bissau seront réglés afin que le scrutin puisse se tenir dans les meilleures conditions en juin prochain.

L'Équateur est très préoccupé par la détérioration des conditions de sécurité dans le centre du Sahel, en particulier au Mali et au Burkina Faso, et du risque de propagation de la violence terroriste vers les pays de la côte atlantique. Nous condamnons la violence qui, depuis quelques mois, touche principalement le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Bénin et le Nigéria, et exprimons notre solidarité avec les familles des victimes. Nous avons appris des exposés de ce matin que nombre des victimes étaient des enfants et des jeunes, population cruciale au développement de tous nos peuples. Nous appelons les pays de la région à intensifier leur coopération afin de lutter de manière coordonnée contre le terrorisme sous toutes ses formes, tout en rappelant l'obligation de respecter, à tout moment, les droits humains et le droit international humanitaire, ainsi que la nécessité d'une application adéquate du principe de responsabilité.

L'Équateur soutient les initiatives régionales qui contribuent au maintien de la paix et de la sécurité internationales et au règlement pacifique des conflits, car, pour paraphraser feu l'ancien Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, elles allègent le fardeau du Conseil de sécurité et contribuent à un sentiment plus profond de participation, de consensus et de démocratisation dans les affaires internationales. Nous nous félicitons donc de la diminution des actes de piraterie dans le golfe de Guinée et du renforcement de l'architecture de Yaoundé concernant la sécurité maritime. Les progrès enregistrés dans les travaux de la Commission mixte Cameroun-Nigéria sont également encourageants. L'Équateur convient que le renforcement de la participation des femmes aux processus politiques favorise la cohésion sociale, le développement, la prévention de la violence et, partant, la consolidation de la paix. En conséquence, nous nous félicitons de l'adoption par le Libéria de quotas pour la participation des femmes aux élections législatives, ainsi que de l'appui de l'UNOWAS aux activités du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Enfin, il nous paraît clair que les efforts du Conseil en faveur d'une paix durable en Afrique doivent tenir compte des interactions entre des facteurs aussi divers que le terrorisme, la criminalité organisée et l'insécurité alimentaire. Pour cette raison, je réaffirme l'appui de l'Équateur aux travaux de l'UNOWAS et au renouvellement de son mandat, qui revêtent la plus haute importance pour faire face aux problèmes auxquels la région est confrontée.

M^me^ Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Représentante spéciale adjointe

Biha de son rapport et de son exposé détaillé, ainsi que S. E. M. Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de ses précieuses observations.

Malte se félicite des efforts démocratiques pacifiques déployés dans la région, qui donnent de l'espoir aux autres pays qui avancent également sur la voie politique et démocratique. Les élections législatives qui ont eu lieu au Sénégal en juillet 2022 et au Bénin dimanche, ainsi que les efforts continus en faveur de la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire, en sont des exemples. Pour ce qui est de l'avenir, nous appelons à adopter des approches démocratiques semblables en amont du cycle électoral de cette année dans la région, en vue de la tenue d'élections inclusives et pacifiques. Nous jugeons encourageant le climat relativement calme dans lequel se déroulent les préparatifs des élections générales de février et mars au Nigéria.

En dépit de ces avancées, nous demeurons préoccupés par les coups d'État successifs, qui entravent les progrès en matière de consolidation démocratique, et nous appelons les autorités concernées à respecter les processus démocratiques. Malte appuie pleinement les efforts conjoints déployés à cette fin par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la CEDEAO, tels que la mission conjointe de haut niveau qu'ils ont dépêchée au Burkina Faso après le coup d'État de septembre. Nous félicitons également la CEDEAO d'avoir immédiatement condamné la tentative de coup d'État survenue en Gambie en décembre dernier et d'avoir fermement défendu les résultats démocratiques.

Sur le plan de la sécurité, Malte constate avec regret que la menace que constituent le terrorisme et les violences commises par les groupes armés s'accroît, notamment au Burkina Faso et au Mali, tout comme la présence de groupes mercenaires. Nous condamnons énergiquement les attentats terroristes, qui font des victimes civiles et exacerbent la situation déjà désastreuse des communautés locales. La poursuite des combats entre les groupes armés et la propagation des activités terroristes mettent en péril la stabilité à long terme de la région. Nous demandons instamment que des efforts soient déployés aux niveaux local, régional et international pour inverser cette tendance croissante à la violence et éliminer les facteurs sous-jacents qui conduisent à l'expansion des activités terroristes.

Les changements climatiques exacerbent aussi l'instabilité dans une région déjà confrontée à d'importants déplacements de population et à l'insécurité alimentaire et hydrique. Malte est fermement attachée aux solutions qui font le lien entre climat et sécurité et salue le travail accompli par l'UNOWAS pour tenir compte de cette corrélation au moyen d'analyses des risques et de feuilles de route, notamment l'Appel à l'action de Dakar. En l'état actuel des choses, plus de 24,4 millions de personnes au Sahel ont eu besoin d'une aide vitale en 2022. Cette situation ne peut plus durer. Par ailleurs, les femmes et les filles de la région continuent d'être confrontées à des risques élevés de violence sexuelle et fondée sur le genre, d'enlèvement, de déplacement et de traite. En tant que membre fondateur du Groupe des Amis des femmes du Sahel, Malte est déterminée à prendre des mesures pour assurer la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, y compris à des postes de direction, dans les processus politiques de la région. Il s'agit notamment de renforcer la protection des défenseurs des droits fondamentaux des femmes et de faciliter les échanges entre les femmes d'influence et les organisations féminines de la société civile au Sahel et au-delà. Nous félicitons l'UNOWAS de promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et la CEDEAO d'avoir créé un groupe de coordination sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous nous faisons l'écho des observations formulées par la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général sur l'importance de protéger le droit des enfants à l'éducation, conformément à la résolution 2601 (2021). Les liens entre l'éducation, la paix et la sécurité sont clairs. Nous devons garantir le droit à l'éducation.

Malgré ces défis, nous constatons avec satisfaction que des solutions continuent d'être élaborées, par l'intermédiaire de l'UNOWAS et de partenaires régionaux, notamment l'Union africaine, le Groupe de cinq pays du Sahel et la CEDEAO. Aider les autorités à améliorer la gouvernance locale, à remédier aux griefs sociaux, à garantir l'éducation et à promouvoir l'égalité des genres dans le cadre de tous les efforts de consolidation de la paix doit continuer de faire partie intégrante de notre approche.

Malte souligne qu'il importe de continuer d'améliorer et de renforcer la résilience grâce aux différents projets entrepris par l'UNOWAS. En outre, nous réaffirmons notre appui à tous les efforts déployés par l'ONU et aux niveaux régional et local pour promouvoir le développement durable dans la région. À cette fin, Malte se félicite du renforcement de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale

dans le cadre de l'Initiative d'Accra. Nous appuyons aussi pleinement la création, en temps opportun, du Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, et nous attendons avec intérêt d'être informés de ses conclusions dans le courant de l'année. Malte insiste sur le rôle central que joue l'UNOWAS pour relever de manière intégrée les défis de la région, et nous sommes très favorables au renouvellement de son mandat. Malgré les nombreux obstacles qui se dressent sur son chemin, l'UNOWAS est déterminé à faire vivre les valeurs de ses bons offices, ce que nous apprécions grandement.

M^me^ Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens à remercier la Responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), M^me^ Giovanie Biha, ainsi que le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), M. Omar Touray, des informations qu'ils ont fournies.

Nous partageons les préoccupations exprimées aujourd'hui concernant la situation dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. La région est confrontée à des menaces terroristes de plus en plus nombreuses, les conflits interethniques et intercommunautaires se poursuivent, tandis que la criminalité organisée et le trafic de drogue sont en plein essor. Au cours du second semestre de 2022, un grand nombre de civils ont été tués par des militants. Nous exprimons notre soutien à tous ceux qui sont engagés dans la difficile lutte contre le terrorisme dans la région. Nous sommes préoccupés par le fait que des éléments subversifs tentent de gagner les pays du golfe de Guinée.

Nous nous devons de souligner que le retrait du Mali de l'opération antiterroriste Barkhane et du groupement de forces Takuba, sans consulter Bamako, a eu, du moins à court terme, des effets néfastes sur les conditions de sécurité. Dans ces circonstances, l'armée malienne a dû assumer l'entière responsabilité de la lutte contre le terrorisme. Néanmoins, des résultats positifs ont déjà été obtenus. La Russie fournit une assistance au pays, dans la mesure de ses capacités, sur la base d'accords bilatéraux. Nous rejetons d'ailleurs toutes les allégations infondées qui tentent d'entacher l'aide russe apportée au Mali et à d'autres pays du continent. Certains pays ont répété aujourd'hui que la Russie pillerait les ressources de l'Afrique ou contribuerait à l'expansion des menaces terroristes sur le continent. Les pays qui ont fait de telles déclarations sont justement ceux qui agissent de la sorte dans le monde entier, notamment en Afrique. C'est précisément parce qu'ils voulaient piller les ressources de la Libye qu'ils n'ont eu de cesse de détruire ce pays et de déstabiliser l'ensemble du Sahel. Porter de telles accusations contre la Russie, c'est penser que les nations africaines n'ont ni la capacité ni le bon sens de déterminer les causes de leurs problèmes, et se gausser de leur droit souverain de choisir avec qui elles souhaitent coopérer.

Nous saluons les efforts de médiation politique déployés par la CEDEAO dans la région. Nous sommes convaincus qu'un dialogue équitable et respectueux, entre cette organisation africaine et les autorités maliennes, burkinabé et guinéennes, permettra de surmonter les différends actuels et de rétablir l'ordre constitutionnel dans ces pays. Toutefois, nous sommes extrêmement préoccupés par les tentatives de certains pays occidentaux de briser l'unité africaine et de monter les nations les unes contre les autres, selon qu'elles coopèrent ou non avec la Russie. À notre sens, de tels comportements ne peuvent qu'aggraver la situation.

Nous sommes convaincus que le rôle principal dans le maintien de la paix et de la sécurité dans la région doit échoir aux États qui la composent. Le rôle de la communauté internationale est de leur apporter une aide efficace à cet égard. Nous préconisons l'adoption par les Africains d'une ligne politique véritablement indépendante sur les questions pertinentes, sur la base du principe des solutions africaines aux problèmes africains. Nous soutenons la décision, prise à la session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la CEDEAO, qui s'est tenue à Abuja le 4 décembre 2022, de mobiliser dès que possible 1 milliard de dollars pour mettre en œuvre le plan d'action de la CEDEAO pour la lutte contre le terrorisme pour la période 2020-2024. À cet égard, nous souhaitons aux pays de la région plein succès dans l'évaluation stratégique conjointe sur la gouvernance et la sécurité et la mise en œuvre l'Initiative d'Accra.

Pour en revenir à l'UNOWAS, nous sommes convaincus que les tâches qui lui incombent sont vastes et complexes : contribuer au règlement des crises régionales, participer à la médiation politique, contribuer au renforcement des institutions étatiques et à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, et assurer la coordination des autres organismes des Nations Unies présents sur le terrain.

L'efficacité du travail de l'UNOWAS dépend directement de la qualité de sa coopération avec des organisations régionales telles que l'Union africaine,

la CEDEAO et la Commission du bassin du lac Tchad. Nous appuyons les décisions répétées du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine concernant la nécessité de renforcer la coopération et la coordination entre toutes les structures au sein de la région afin de s'attaquer aux problèmes auxquels le Sahel est confronté.

Pour terminer, nous souhaiterions également rappeler à nos collègues que suite à la fermeture du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau en 2020, le suivi de l'évolution de la situation dans ce pays relève de la responsabilité de l'UNOWAS. Dans ces conditions, nous estimons qu'il est absurde que le Conseil de sécurité continue d'imposer des sanctions à la Guinée-Bissau en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui ne prévoit de telles sanctions qu'en cas de menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous demandons qu'elles soient levées progressivement.

La Russie continuera à participer de manière constructive, notamment en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, aux efforts collectifs visant à assurer la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Elle continuera à apporter son appui aux pays de la région par des voies bilatérales, notamment en améliorant l'efficacité au combat des forces armées, en formant des membres du personnel militaire et des agents chargés de l'application de la loi et en fournissant une aide humanitaire. Nous sommes disposés à mener une discussion constructive et fructueuse sur la prorogation du mandat de l'UNOWAS pour une nouvelle période de trois ans.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés M^me^ Giovanie Biha, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), ainsi que M. Omar Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Récemment, face à une situation internationale et régionale grave et complexe, les États d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont obtenu une série de résultats importants en matière de maintien de la sécurité commune, de reprise du développement économique et social et de renforcement de la solidarité et de la coopération. Cette région occupe une position stratégique, est riche en ressources énergétiques et possède un grand potentiel de développement. La communauté internationale et le Conseil de sécurité doivent s'efforcer de mieux comprendre les difficultés, les défis et les besoins réels des pays de la région, faire d'importants efforts pour s'attaquer à leurs causes profondes et fournir un appui et une assistance plus ciblés en faveur de la paix régionale et du développement durable.

Premièrement, nous devons apporter un appui plus vigoureux à la coopération régionale en vue de la mise en place d'un bouclier de sécurité collective. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont récemment organisé un sommet et une conférence dans le cadre de l'Initiative d'Accra au cours desquels un consensus important a été atteint sur la lutte contre le terrorisme et la création d'une force antiterroriste régionale conjointe. Les efforts déployés par le Nigéria pour éliminer les forces terroristes présentes dans le pays et approfondir la coopération avec des pays voisins tels que le Bénin et le Burkina Faso méritent d'être salués. Dans le même temps, l'expansion des forces terroristes dans la région s'accélère, et les problèmes de trafic de drogues et d'armes ainsi que de piraterie dans le golfe de Guinée sont loin d'être réglés. Aucun pays ne peut gérer ces problèmes efficacement à lui seul.

La Chine appuie les pays de la région dans leurs efforts pour renforcer le concept de communauté de sécurité, améliorer la communication et la coordination en matière de sécurité, avancer dans la mise en place de forces antiterroristes régionales conjointes et d'autres mécanismes de sécurité et améliorer leur capacité à maintenir la stabilité et à lutter contre le terrorisme. La communauté internationale, en particulier les partenaires traditionnels, doit rester engagée en faveur de la sécurité régionale et apporter un soutien accru aux pays membres du Groupe de cinq pays du Sahel et aux autres pays qui sont en première ligne, en termes de financement, d'équipement, de renseignements et de fournitures logistiques, afin de construire une ligne de défense solide contre le terrorisme. Le Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel travaille activement sous la direction de S. E. M. Issoufou, et la Chine attend avec impatience les recommandations pragmatiques et réalisables du Groupe, qui insuffleront un nouvel élan à la coopération régionale.

Deuxièmement, nous devons apporter un appui plus vigoureux à la concertation et au dialogue politiques afin de maintenir la paix et la stabilité de manière générale. Le Nigéria et la Sierra Leone ont fait des progrès constants dans leurs processus électoraux au cours de la période considérée, tandis que la Côte d'Ivoire, le Bénin et la Gambie ont activement participé à un dialogue politique. Cette année, des élections sont prévues dans un

certain nombre de pays. Nous espérons que les forces politiques des pays concernés intensifieront le dialogue, forgeront un consensus et feront progresser régulièrement leurs programmes politiques afin de contribuer positivement à la stabilité et au développement de leurs pays. Parallèlement, les protestations et les manifestations autour de questions similaires à celles soulevées dans le cadre des élections générales au Libéria, notamment, ne font qu'accroître les risques politiques et de sécurité dans certains pays, ce qui mérite une attention particulière. La communauté internationale doit apporter un soutien constructif en temps voulu. La Chine appuie le rôle actif que jouent actuellement la CEDEAO et ses États membres dans les affaires régionales. Le consensus sur la transition politique atteint entre la CEDEAO et le Mali, la Guinée et le Burkina Faso ainsi que d'autres pays l'a été au prix d'efforts considérables et doit être conjointement préservé.

Troisièmement, nous devons apporter un soutien plus vigoureux au développement et à la gouvernance afin de jeter des bases solides pour la paix et la sécurité à long terme. Le Secrétaire général indique dans son rapport (S/2022/1019) que la croissance en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel s'est ralentie, que la crise alimentaire s'est aggravée, que les problèmes d'énergie et d'inflation se sont accentués et que la communauté internationale, les grands pays développés en particulier, a réduit l'aide au développement dans la région. Récemment, certains pays de la région ont été en proie à l'instabilité politique et au terrorisme, ce qui a déclenché un cercle vicieux de la pauvreté qui engendre le chaos et du chaos qui, à son tour, engendre la pauvreté, démontrant clairement que la sécurité et le développement sont indissociables.

L'UNOWAS et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies concernées doivent accorder l'attention voulue au développement durable à tous les stades du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix et aborder de manière équilibrée la sécurité et le développement afin de créer des synergies. Les pays développés doivent honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement et revoir à la hausse leur appui financier et technique à la réduction de la pauvreté, au développement des infrastructures, à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la lutte contre les changements climatiques.

Il convient de souligner que certains pays développés ont adopté des politiques monétaires et commerciales irresponsables, dont les retombées négatives ont aggravé la fragilité des économies des pays de la région. Au cours de la période considérée, l'UNOWAS a poursuivi le dialogue avec les pays de la région et appuyé les initiatives de coopération des organisations régionales. Ses accomplissements méritent d'être salués.

La Chine appuie les efforts déployés par l'ancien Représentant spécial Annadif Khatir Mahamat Saleh. Elle est également en principe favorable au renouvellement du mandat de l'UNOWAS et espère que le Bureau écoutera et prendra pleinement en considération les préoccupations des pays de la région pour pouvoir jouer un rôle plus important dans la stabilité et le développement de celle-ci, conformément au mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité.

En tant que pays frère et partenaire des pays africains, la Chine a toujours soutenu fermement les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Le Ministre chinois des affaires étrangères, Qin Gang, a récemment entamé une tournée en Afrique. Il s'agit de sa première visite depuis qu'il est devenu Ministre des affaires étrangères. Il poursuit ainsi une belle tradition de 33 ans qui veut que les ministres chinois des affaires étrangères consacrent leur premier voyage à l'étranger à l'Afrique. La Chine défendra la philosophie du pragmatisme, de l'amitié et de l'honnêteté, ainsi que le concept judicieux d'équité et d'avantages mutuels, et s'attachera à promouvoir l'esprit d'amitié et de coopération entre la Chine et l'Afrique afin de contribuer au maintien de la paix, de la stabilité et de l'unité régionales ainsi qu'à l'amélioration de la situation grâce aux efforts des pays de la région.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général Biha et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Omar Touray, de leurs exposés très instructifs.

La région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel présente des problèmes et des défis aussi variés que les pays qui la composent. Il existe cependant une menace commune à de nombreux conflits dans la région, à savoir le lien entre les crises humanitaire, politique et sécuritaire. Nous constatons fréquemment que les situations humanitaires difficiles sont un terrain fertile pour l'instabilité politique qui, elle, s'exprime souvent au travers de la violence. La violence et l'insécurité aggravent à leur tour les difficultés économiques et la situation humanitaire.

Le bon fonctionnement des institutions démocratiques est essentiel pour briser ce cercle vicieux ou empêcher qu'il ne s'installe. Dans ce contexte, je tiens à mettre en exergue les élections législatives pacifiques qui ont eu lieu au Sénégal en juillet dernier. Je signale également les préparatifs des élections générales qui se tiendront au Nigéria en février et mars. L'Accord national de paix, signé par les chefs de partis le 29 septembre, est de bon augure pour mener à bien, et dans le calme, le processus électoral. En Guinée-Bissau, pays avec lequel le Brésil est uni par des liens linguistiques et historiques étroits, le Président Úmaro Sissoco Embaló a fixé la date des élections au 4 juin 2023. Nous espérons que le report de la date initialement proposée permettra de mener à bien le processus de manière ordonnée et pacifique.

C'est au Sahel que le lien entre l'instabilité politique et la crise sécuritaire et humanitaire est le plus évident. Le Conseil a déjà pris acte avec inquiétude du renversement du Gouvernement de transition au Burkina Faso le 30 septembre 2022. Il s'agit du deuxième coup d'État perpétré dans ce pays en 2022. Nous exhortons le nouveau Président de transition à respecter le calendrier de transition approuvé par la conférence nationale tenue en octobre 2022.

Au Mali, la décision des autorités de se retirer du Groupe de cinq pays du Sahel a posé des difficultés supplémentaires à la Force conjointe dans l'accomplissement de ses missions de lutte contre le terrorisme. Nous nous félicitons de l'accord conclu avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a permis de lever les sanctions qui avaient été imposées à ce pays.

C'est avec une vive inquiétude que nous prenons acte de l'expansion des activités terroristes depuis le centre du Sahel vers les pays côtiers, tels que le Bénin et le Togo. Nous jugeons toutefois encourageants les efforts accrus déployés à l'échelle régionale pour lutter contre ce fléau, que ce soit dans le cadre d'accords bilatéraux ou de l'Initiative d'Accra. Nous prenons acte de la mise en place de la force multinationale mixte dans le cadre de l'Initiative d'Accra.

Par ailleurs, le Brésil prend note avec satisfaction de l'amélioration de la sûreté maritime dans le golfe de Guinée. Il s'agit d'une réussite, avant tout, des pays de la région, qui ont uni leurs efforts dans le cadre de l'architecture de Yaoundé. Le Brésil a fièrement contribué à ces efforts. En tant que membre du Groupe des Amis du golfe de Guinée, nous avons apporté notre coopération et participé à des opérations navales, telles que l'opération Guinex, l'Obangame Express et le Grand African NEMO.

La situation humanitaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et particulièrement au Sahel, ne montre aucun signe d'amélioration. Le nombre de personnes déplacées, d'écoles fermées et d'hôpitaux vides augmente. Pour remédier à cette situation, il importe que les pays de la région et la communauté internationale conjuguent leurs efforts.

Dans ce contexte, le Brésil salue les efforts déployés par les dirigeants et l'ensemble du personnel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), qui apportent une contribution inestimable, notamment en offrant leurs bons offices, en facilitant la tenue de dialogues délicats ou en fournissant une assistance technique et une expertise indispensables aux initiatives régionales. Je tiens en particulier à exprimer ma gratitude à S. E. M. Mahamat Saleh Annadif pour son travail à la tête de l'UNOWAS, et je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions de Ministre des affaires étrangères du Tchad.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie nos intervenants – M^me^ Biha, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, et M. Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) – de leurs exposés. Je remercie également l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mahamat Saleh Annadif, du dévouement avec lequel il s'est acquitté de ses fonctions.

Aujourd'hui, je formulerai trois remarques axées sur la démocratie, la sécurité et les questions humanitaires.

Premièrement, le Royaume-Uni est préoccupé par le recul de la démocratie et le rétrécissement de l'espace civique dans la région en 2022. Nous demandons instamment que des progrès soient réalisés en vue du rétablissement de gouvernements constitutionnels au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, dans les délais convenus. Nous saluons les efforts déployés par la CEDEAO et l'Union africaine à cette fin.

Cette année sera une année importante pour la démocratie en Afrique de l'Ouest, avec la tenue d'élections présidentielles au Nigéria, en Sierra Leone et au Libéria. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a un rôle important à jouer, notamment en offrant ses bons offices. Le Royaume-Uni souscrit aux déclarations qui mettent l'accent sur

le renforcement de la participation des femmes à ces processus que nous avons entendues aujourd'hui.

Deuxièmement, les conditions de sécurité dans la région se sont nettement détériorées, notamment au Mali, au Burkina Faso, au Nigéria et dans le bassin du lac Tchad. Nous partageons les préoccupations exprimées par d'autres orateurs aujourd'hui quant au risque de voir l'instabilité s'étendre aux États côtiers. Nous ne pouvons faire abstraction du rôle déstabilisateur que joue le groupe Wagner dans la région. Celui-ci fait partie du problème, pas de la solution. La résolution des problèmes de sécurité auxquels est confrontée la région exige une réponse globale. Il faut notamment prendre conscience des conséquences des changements climatiques sur la sécurité, lesquels multiplient les menaces auxquelles sont confrontées les populations vulnérables, en modifiant par exemple le régime des précipitations.

Nous saluons les efforts déployés par l'UNOWAS pour renforcer la cohérence et la coordination, y compris en soutenant la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et l'Initiative d'Accra. L'UNOWAS doit mettre à profit son nouveau mandat pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Pour sa part, le Royaume-Uni consolide sa coopération bilatérale au moyen de dialogues sur la sécurité avec le Ghana et le Nigéria. En outre, nous renforçons la coopération multilatérale dans le cadre du Mécanisme régional de stabilisation pour le lac Tchad du Programme des Nations Unies pour le développement.

Troisièmement, la situation humanitaire au Sahel demeure désastreuse et a été aggravée par la hausse des prix et les inondations. Le Royaume-Uni reste attaché aux efforts humanitaires déployés dans la région. Nous appelons l'ensemble des acteurs à coopérer pleinement et à garantir un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire.

Pour terminer, nous attendons avec intérêt le renouvellement du mandat du Bureau et la nomination d'un nouveau Représentant spécial ou d'une nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, afin que l'UNOWAS puisse continuer à appuyer les efforts déployés à l'échelle régionale en faveur de la paix et de la prospérité.

M^me^ Shaheen (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie M^me^ Giovanie Biha de son exposé très utile et des efforts qu'elle déploie pour diriger les travaux importants du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Je saisis cette occasion pour remercier sincèrement M. Saleh Annadif des efforts inlassables qu'il a déployés tout au long de son mandat. Je remercie également de son exposé M. Omar Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Malgré les crises auxquelles l'Afrique de l'Ouest et le Sahel sont confrontés, nous sommes convaincus que la région, avec son immense potentiel, peut parvenir à la paix, à la sécurité et au développement durable. Pour ce faire, il faut intensifier les efforts collectifs afin de trouver des solutions innovantes et inclusives pour faire face aux menaces qui pèsent sur la région.

Dans ce contexte, nous soulignons qu'il est nécessaire de concentrer les efforts sur les mesures propres à renforcer le dialogue et la participation constructive dans la région et à empêcher celle-ci de sombrer davantage dans les divisions et l'instabilité. Parmi ces mesures figurent le maintien et la consolidation des efforts diplomatiques actuellement déployés par les pays de la région, en particulier les efforts visant à instaurer un climat propice à la tenue d'élections et à la réalisation des réformes nécessaires en matière de gouvernance, ainsi qu'à la promotion de la croissance et de la prospérité à long terme.

Nous soulignons le rôle important joué par les organisations régionales, l'ONU et ses entités, notamment l'UNOWAS et la Commission de consolidation de la paix, pour soutenir les États de la région et renforcer leurs capacités à consolider leurs institutions, à maintenir leur unité politique et à renforcer les partenariats entre eux. Par conséquent, nous estimons que des progrès doivent être réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel. Nous espérons que les recommandations du Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, dirigé par S. E. M. Mahamadou Issoufou, permettront d'évaluer avec précision les besoins de la région et nous aideront à formuler des solutions efficaces et innovantes pour y répondre.

Au vu de la détérioration constante des conditions de sécurité, nous soutenons les efforts régionaux déployés pour relever les défis de sécurité transfrontières dans la région, notamment l'extrémisme et le terrorisme. Nous sommes préoccupés par l'expansion des activités terroristes le long du golfe de Guinée et de la côte ouest-africaine, et les répercussions qui en découlent sur la sécurité et le développement. Nous

estimons que certaines des initiatives régionales existantes, telles que le Cadre stratégique de prévention des conflits de la CEDEAO et l'Initiative d'Accra, sont essentielles pour promouvoir la paix et la sécurité régionales. Nous réaffirmons que les acteurs régionaux, qui bénéficient d'un solide soutien international, jouent un rôle central dans le recensement des lacunes qui compromettent la stabilité de la région et dans la formulation de recommandations pour y remédier.

À l'échelle du continent, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel figurent parmi les zones les plus vulnérables aux menaces environnementales qui compromettent la sécurité et la stabilité de la région. Il est dès lors impératif que le Conseil maintienne cette question au premier rang de ses priorités, notamment en renforçant le rôle de l'UNOWAS pour aider les États de la région à lutter contre les effets des changements climatiques, ainsi qu'à évaluer et à gérer les risques. Nous considérons que la nomination d'un conseiller ou d'une conseillère pour le climat et la paix et la sécurité auprès de l'UNOWAS constitue un pas important dans cette direction.

En tant que pays hôte de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques cette année, nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre les importantes discussions qui ont eu lieu au cours de la session précédente, notamment avec l'UNOWAS et les autres acteurs régionaux et internationaux concernés. Nous encourageons le Bureau à poursuivre ses efforts à cet égard, notamment ceux visant à renforcer la participation des jeunes à l'élaboration de solutions innovantes pour s'adapter aux changements climatiques.

Nous ne pouvons pas faire abstraction des répercussions des changements climatiques sur la situation humanitaire et la stabilité dans la région. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 15 % de la population de la région souffre d'insécurité alimentaire en raison des effets des changements climatiques et des sécheresses, qui ont entraîné des pénuries de blé et d'engrais et une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Cela met une fois de plus en évidence la nécessité de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques. Si nous sommes conscients que ces mesures, à elles seules, ne suffiront pas pour améliorer la situation humanitaire dans la région, elles contribueront à atténuer la crise alimentaire et offriront la possibilité d'adopter une approche plus durable à l'avenir.

Pour terminer, les Émirats arabes unis affirment leur appui continu au mandat de l'UNOWAS, à ses partenaires locaux et régionaux, ainsi qu'aux efforts qu'il déploie pour intégrer les jeunes et promouvoir la participation pleine, égale et véritable des femmes. Nous espérons que tous ces efforts contribueront à instaurer la paix et la stabilité dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Japon.

Je remercie M^me^ Biha, Représentante spéciale adjointe et Responsable du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), de son exposé et S. E. M. Touray, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de ses réflexions. Je remercie également la Commission de consolidation de la paix de ses précieux commentaires écrits.

Tout d'abord, le Japon salue le rôle central que joue l'UNOWAS dans la région. Alors que nous assistons à la poursuite de la détérioration des conditions de sécurité et de la situation politique dans la région, les efforts consentis par l'UNOWAS pour consolider et pérenniser la paix et la stabilité, en étroite coordination avec les organisations régionales, notamment la CEDEAO, sont d'autant plus essentiels.

La tentative de coup d'État survenue le mois dernier en Gambie, environ un an après la conclusion d'élections présidentielle et législatives pacifiques, libres et régulières, nous rappelle que la stabilité politique dans la région doit être renforcée. Les changements de gouvernement anticonstitutionnels compromettent la sécurité et la stabilité de tout pays. À cet égard, le Japon salue les dirigeants de la CEDEAO et de l'Union africaine, qui défendent des principes clairs.

Dans ce contexte, le Japon plaide en faveur de la préparation, dans les délais prévus, d'élections libres et régulières au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, afin d'y garantir le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Du point de vue de l'état de droit, les efforts doivent être axés sur la mise en place d'institutions efficaces, responsables et démocratiques, comme l'a rappelé la Commission de consolidation de la paix dans sa note consultative et comme l'a souligné M. Touray. Alors que plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest se préparent à tenir des élections en 2023, le Japon continuera, dans le cadre de la Nouvelle approche pour la paix et la stabilité

en Afrique, à appuyer les efforts visant à renforcer les institutions et la gouvernance démocratiques.

Le terrorisme et l'extrémisme violent continuent de faire peser de graves menaces sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et leur expansion aux États côtiers est extrêmement préoccupante. Le Japon salue les initiatives régionales telles que l'Initiative d'Accra et le Cadre stratégique de prévention des conflits de la CEDEAO.

Le développement socioéconomique est indispensable à la pérennisation de la paix et de la stabilité dans la région. Le Japon reprend à son compte la note consultative de la Commission de consolidation de la paix pour insister sur l'importance que revêt l'état de droit à l'appui du développement socioéconomique et souligner qu'il est impératif de renforcer les institutions à tous les niveaux afin d'améliorer la gouvernance économique.

Le Japon est conscient que les effets néfastes des changements climatiques font peser une grave menace sur la sécurité humaine. Il est impératif d'intégrer les effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement dans les systèmes d'alerte rapide, ainsi que dans les activités de maintien et de consolidation de la paix.

Le Japon est fermement convaincu que la protection, l'autonomisation et l'inclusion des populations vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les minorités, ainsi que la solidarité avec ces populations, doivent demeurer au cœur des efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans la région. Dans ce contexte, le Japon salue les efforts déployés par l'ONU et les organisations régionales, notamment la CEDEAO et l'Union africaine, pour intégrer les préoccupations de sécurité humaine, telles que celles qui ont trait aux femmes et aux jeunes, dans leurs activités, y compris en matière de consolidation de la paix, de réforme du secteur de la sécurité et d'action climatique.

Les défis auxquels la région est confrontée sont divers mais liés entre eux. C'est pourquoi nous devons adopter une approche intégrée et globale. À cet égard, le Japon attend avec intérêt le rapport du Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel. Nous espérons que celui-ci nous présentera une évaluation et des recommandations innovantes concernant une future approche intégrée pour faire face aux défis de la région.

Je conclurai en réaffirmant notre soutien aux travaux de l'UNOWAS et à la prorogation de son mandat, de manière à ce qu'il puisse continuer de collaborer avec les divers acteurs, y compris la société civile, et de coordonner leur action en faveur de la paix et de la sécurité dans cette région complexe.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 11 h 40.